

**Chine - Réponse du ministère de
l'Europe et des affaires étrangères à
une question écrite à l'Assemblée
nationale**

(Paris, 25 décembre 2018)

La France a exprimé à de nombreuses reprises ses préoccupations à l'égard de la situation des droits de l'Homme au Xinjiang comme dans le reste de la Chine à la fois dans le cadre de ses contacts bilatéraux avec les autorités chinoises et dans les enceintes de l'ONU telles que le Conseil des droits de l'Homme.

Ainsi, lors de l'examen périodique universel de la Chine le 6 novembre dernier, la France a adressé deux recommandations aux autorités chinoises portant sur le Xinjiang : "mettre en oeuvre l'ensemble des recommandations du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) le 31 août 2018 sur le Xinjiang, notamment mettre fin aux internements massifs dans des camps dans cette région, et inviter le Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (HCDH) et les procédures spéciales à s'y rendre" ; et "garantir la liberté religieuse et de croyance, y compris au Tibet et au Xinjiang".

Par ailleurs, lors de la 39e session du Conseil des droits de l'Homme en septembre 2018, sous le point 4 de l'ordre du jour consacré aux "situations appelant l'attention du Conseil", la France a appelé dans sa déclaration nationale les autorités chinoises à mettre un terme aux détentions arbitraires de masse dans ce qu'elles appellent des "camps de rééducation".

La déclaration de l'Union européenne à cette même occasion a également permis d'appeler l'attention des autorités chinoises sur les préoccupations de la France quant à la situation au Xinjiang. La France participe également de manière active au Dialogue UE-Chine sur les droits de l'Homme qui permet de soulever un certain nombre de sujets et entretient des échanges réguliers et constructifs avec les ONG de défense des droits de l'Homme y compris au sujet du Xinjiang.

L'ambassadeur pour les droits de l'Homme s'est par ailleurs rendu en Chine en octobre dernier, en amont de l'examen périodique universel de la Chine et a pu s'entretenir à la fois avec des membres de la société civile et des responsables chinois au sujet de la situation des droits de l'Homme au Xinjiang qui continue d'être suivie avec attention par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)